

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 93 — 790

21 DECEMBRE 1992. — Décret portant diverses mesures  
en matière de Culture, d'Affaires sociales, d'Enseignement et de Budget (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit

## CHAPITRE Ier. — Dispositions relatives à la culture et aux affaires sociales

**Article 1er.** L'article 1er, 5<sup>o</sup>, du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel est remplacé par la disposition suivante :

« 5<sup>o</sup> programmes de télévision : les émissions télévisées des services de radiodiffusion et les autres transmissions d'images ou de textes accompagnés ou non de sons, pour lesquelles une autorisation de distribution a été accordée par la Communauté lorsqu'il existe dans ces programmes une unité d'appellation, une unité de responsabilité éditoriale et une continuité de diffusion sur une même fréquence ou un même canal. »

**Art. 2.** A l'article 22 du même décret, modifié par les décrets des 20 juillet 1988 et 19 juillet 1991, sont apportées les modifications suivantes :

1. Le paragraphe 1er est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 1er. Le distributeur qui est autorisé à exploiter un réseau de télédistribution doit transmettre au moment de leur diffusion et dans leur intégralité :

1<sup>o</sup> le programme de télévision du service public de radiodiffusion de la Communauté indiqué dans l'acte d'autorisation ainsi que, le cas échéant, les autres programmes du service public désignés par l'Exécutif;

2<sup>o</sup> les programmes des télévisions locales et communautaires correspondant aux zones de réception délimitées avec l'accord de l'Exécutif;

3<sup>o</sup> les programmes des organismes internationaux de radiodiffusion désignés par l'Exécutif auxquels participe le service public de radiodiffusion de la Communauté;

4<sup>o</sup> le programme de chacune des télévisions privées d'audience communautaire, indiqué dans l'acte d'autorisation ainsi que, le cas échéant, les autres programmes de ces télévisions privées désignés par l'Exécutif;

5<sup>o</sup> un ou des programmes de télévision du service public de radiodiffusion de la Communauté flamande pour autant que les distributeurs que cette Communauté autorise soient tenus de transmettre un ou des programmes de télévision du service public de radiodiffusion de la Communauté française;

6<sup>o</sup> un ou des programmes de télévision du service public de radiodiffusion de la Communauté germanophone pour autant que les distributeurs que cette Communauté autorise soient tenus de transmettre un ou des programmes de télévision du service public de radiodiffusion de la Communauté française;

7<sup>o</sup> le programme de chacune des entreprises de télévision payante visées à l'article 19, indiqué dans l'acte d'autorisation ainsi que, le cas échéant, les autres programmes de ces entreprises désignés par l'Exécutif. »

2. Il est inséré un paragraphe 1er *bis*, rédigé comme suit :

« § 1er *bis*. Le distributeur peut, moyennant autorisation écrite et préalable de l'Exécutif, transmettre au moment de leur diffusion et dans leur intégralité les programmes de télévision du service public de radiodiffusion de la Communauté, des télévisions privées d'audience communautaire et des entreprises de télévision payante visées à l'article 19, dont la distribution n'est pas rendue obligatoire en application du paragraphe 1er. Cette autorisation est révocable. »

3. L'article est complété par le paragraphe suivant :

« § 6. L'Exécutif peut interdire le recours à une rémunération d'un organisme de télévision à un télédiffuseur ou en fixer le plafond si une rémunération est demandée. »

**Art. 3.** Pour 1993, l'article 20, § 1er, 1<sup>o</sup>, du décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-télévision belge de la Communauté française (RTBF), tel que modifié par le décret du 4 juillet 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« 1<sup>o</sup> Le montant de la dotation constitué par les allocations de base affectées au Service public de la Radio-télévision dans le budget administratif de l'année correspondante tel qu'il est soumis à la motion motivée du Conseil, augmenté de la fraction concernant la RTBF, du montant visé à l'article 7 du décret du 21 décembre 1992 portant diverses mesures en matière de culture, d'affaires sociales, d'enseignement et de budget. »

**Art. 4.** A l'article 17 de la loi du 16 avril 1983 relative au reclassement social des handicapés, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le 2<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 2<sup>o</sup> d'un contrat d'adaptation professionnelle des personnes handicapées; »

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots « contrat d'apprentissage » sont remplacés par les mots « contrat d'adaptation professionnelle ».

**Art. 5.** A l'article 18, § 1er, de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 28 novembre 1969, les mots « contrat d'apprentissage spécial pour la réadaptation professionnelle des handicapés » sont remplacés par les mots « contrat d'adaptation professionnelle des personnes handicapés ».

**Art. 6.** L'article 3 de la loi du 27 juin 1956 relative au Fonds spécial d'assistance, modifié par l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 et par l'arrêté de l'Exécutif du 6 novembre 1989, est remplacé par la disposition suivante :  
« Article 3. § 1er. Dans la limite des crédits budgétaires, sont supportés en tout ou en partie, par le Fonds spécial d'assistance :

- 1° les frais de l'entretien et du traitement des indigents qui font l'objet d'une hospitalisation dans un service psychiatrique ou de soins en milieu familial en application des dispositions des chapitres II et III de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux;
- 2° les frais de l'entretien et du traitement des indigents consommateurs d'opiacés ou de cocaïne admis en raison de cette consommation en traitement spécialisé dans un hôpital reconnu à cette fin par l'Exécutif;
- 3° les frais de l'entretien et du traitement des indigents atteints d'une affection d'origine tuberculeuse ou cancéreuse.

§ 2. L'Exécutif peut limiter la durée de la prise en charge par le Fonds spécial d'assistance des frais visés au § 1er

§ 3. L'Exécutif peut étendre la prise en charge par le Fonds spécial aux frais d'entretien et de traitements d'autres catégories d'indigents. »

**Art. 7.** L'Exécutif est autorisé à négocier et à conclure, au nom et pour compte des organismes mentionnés ci-après, des emprunts équivalents à la fraction de la subvention octroyée à chacun d'eux en 1993, qui, dans la notification qui, respectivement, leur est faite par l'Exécutif, est indiquée comme partie non versée. Celle-ci pour 1993, correspond pour l'ensemble de ces organismes, à un montant de 1 707,5 millions.

Ces emprunts sont garantis par la Communauté française. Les remboursements en capital, intérêts et frais résultant annuellement de ces emprunts sont à charge du budget de chacun desdits organismes; les subventions annuelles à ces organismes sont augmentées à concurrence d'un montant permettant de couvrir complètement les dépenses résultant de ces emprunts.

Les organismes d'intérêt public visés sont

- 1° Radio-télévision belge de la Communauté française (RTBF);
- 2° Commissariat général aux Relations internationales;
- 3° Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des Personnes handicapées;
- 4° Office de la Naissance et de l'Enfance;
- 5° Agence de Prévention du Sida

**Art. 8.** L'avis préalable de la Commission d'éthique de la publicité n'est pas requis pour l'application par l'Exécutif, en 1993, de l'article 28, § 1er, 6°, alinéa 2, du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel.

## CHAPITRE II — Dispositions relatives à l'enseignement

**Art. 9.** Dans l'article 6, § 1er, de l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé et subventionné par l'Etat, les mots « 30 juin 1992 » sont remplacés par les mots « 30 juin 1994 »

**Art. 10.** Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, sont apportées les modifications suivantes

- 1° dans l'article 20, § 1er, alinéa 5, les mots « alinéas 2 et 3 » sont remplacés par les mots « alinéas 3 et 4 »;
- 2° dans l'article 24, alinéa 2, les mots « alinéa 1er », sont remplacés par les mots « alinéa 1er, 3° ».

**Art. 11.** Par dérogation à l'article 32, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le montant des subventions de fonctionnement accordé par élève régulier est fixé pour l'année scolaire 1992-1993 au montant accordé pour l'année scolaire 1991-1992, tel qu'il a été établi sur base de l'article 20 du décret programme du 28 juin 1992, augmenté de 2,16 p.c.

Par dérogation à l'article 52, c et d, de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des Centres psycho-médico-sociaux, le montant des subventions est fixé pour l'année scolaire 1992-1993 au montant accordé pour l'année scolaire 1991-1992, tel qu'il a été établi sur base de l'article 20 du décret programme du 28 juin 1992 augmenté de 2,16 p.c.

Les crédits de fonctionnement des écoles et des institutions d'enseignement de la Communauté française autres qu'universitaires sont augmentés de 2,16 p.c. pour l'année 1992-1993.

**Art. 12.** A partir de l'année scolaire 1993-1994, un droit d'inscription est perçu dans les établissements d'enseignement artistique à horaire réduit organisé ou subventionné par la Communauté française.

L'Exécutif fixe le montant de ce droit d'inscription

- entre 1 000 francs et 1 500 francs pour les élèves âgés de moins de 18 ans au moment de l'inscription;
- entre 3 000 francs et 5 000 francs pour les élèves âgés de 18 ans et plus au moment de l'inscription.

Il définit les critères d'exception au paiement de ce droit et en fixe les modalités de perception.

**Art. 13.** Pour l'année budgétaire 1993 et pour l'application de l'article 30, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, le nombre d'étudiants pris en compte, en application de l'article 27 de la même loi, pour le calcul de l'allocation de fonctionnement est égal à celui arrêté pour la fixation de l'allocation de fonctionnement de l'année budgétaire 1992.

**Art. 14.** Le coût forfaitaire par étudiant dans les orientations d'études mentionnées par la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des Institutions universitaires est fixé, pour 1993, au coût forfaitaire de 1992 augmenté

- de 4,07 p.c. pour la partie du coût forfaitaire relative au personnel enseignant et scientifique ainsi qu'au personnel administratif et technique
- de 2,16 p.c. pour la partie du coût forfaitaire relative aux autres frais de fonctionnement.

**Art. 15.** Pour l'année scolaire 1993-1994, ne sont pas d'application les dispositions de l'article 13 de l'arrêté royal n° 460 du 17 septembre 1986 établissant les plans de rationalisation et de programmation de l'enseignement supérieur de type court et modifiant la législation relative à l'organisation de l'enseignement supérieur de type long, ni celles de l'article 17, § 5, de la loi 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long telles que modifiées par l'article 17 de l'arrêté royal n° 460 précité

Pour l'année scolaire 1993-1994, le remplacement d'une section d'enseignement supérieur de type court vise à l'article 14 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur ne peut se faire que pour des sections organisées par le pouvoir organisateur en 1992-1993, sur avis favorable du Conseil permanent de l'enseignement supérieur et après accord de l'Exécutif.

**Art. 16.** Les dispositions des articles 52 et 53 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'Enseignement universitaire par l'Etat sont d'application à la Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux.

**Art. 17.** Les Institutions universitaires de la Communauté française sont habilitées à placer auprès d'une institution publique de crédits les moyens disponibles sur avances de fonds octroyées pour leurs investissements.

Les comptes extraordinaires de ces institutions sont autorisés à opérer sur les fonds mis à leur disposition pour les investissements des dépenses au profit de biens immeubles transférés au Patrimoine de ces institutions en application du décret du 28 juillet 1992 relatif aux biens de la Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux et à leur gestion et de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 octobre 1991 transférant la propriété de biens aux Universités de Liège et de Mons.

#### CHAPITRE III. — Dispositions relatives aux bâtiments scolaires

**Art. 18.** Durant l'année 1993, par dérogation à l'article 5, § 4, point 2, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, le produit des aliénations décidées en 1992 peut être versé au budget des recettes de l'année budgétaire 1992, sur décision de l'Exécutif.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions générales

**Art. 19.** Par dérogation au décret du 28 janvier 1991 relatif aux aliénations d'immeubles domaniaux appartenant à la Communauté française, l'Exécutif est autorisé, durant l'année 1993, à aliéner publiquement, de gré à gré ou par voie d'échange, les immeubles domaniaux de toute nature et ce quelle qu'en soit la valeur. L'Exécutif est parallèlement autorisé à aliéner tout droit réel immobilier.

Ces dérogations ne s'appliquent en 1993 qu'aux aliénations d'immeubles domaniaux prévues pour assurer l'équilibre budgétaire de l'année 1992 et non encore réalisées au 31 décembre 1992.

**Art. 20.** L'article 1er du 28 janvier 1991, portant des dispositions relatives à certains membres du personnel transférés à la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent décret s'applique au personnel transféré à la Communauté française ou recruté par elle, en ce compris les membres du personnel de l'enseignement visé à l'article 17 de la Constitution, organisé par l'Etat, des Fonds et des Services d'Inspection, visés par la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation sur l'enseignement. »

**Art. 21.** Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1993 à l'exception de l'article 2 qui entre en vigueur à la date fixée par l'Exécutif.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 décembre 1992.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
chargé de la Culture et de la Communication,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,  
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Mme M. DE GALAN

—  
VERTALING

—  
FRANSE GEMEENSCHAP

N. 93 — 790

#### 21 DECEMBER 1992. — Decreet houdende diverse maatregelen inzake Cultuur, Sociale Zaken, Onderwijs en Begroting (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt.

#### HOOFDSTUK I. — Bepalingen met betrekking tot cultuur en sociale zaken

**Artikel 1.** Artikel 1, 5°, van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5° Televisieprogramma's : de televisie-uitzendingen van de radio-omroepdiensten en andere overbrengingen van beelden of teksten, al dan niet van klanken vergezeld, waarvoor een distributievergunning door de Gemeenschap werd verleend, als deze programma's een eenheid vertonen inzake benaming en editoriale verantwoordelijkheid, en een continuïteit inzake uitzending op eenzelfde frequentie of eenzelfde zendkanaal. »

**Art. 2.** Artikel 22 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 20 juli 1988 en 19 juli 1991, wordt als volgt gewijzigd :

1. Paragraaf 1 wordt door de volgende paragraaf vervangen :

« § 1. De verdeler die de vergunning heeft verkregen om een teledistributienet te exploiteren moet, op het ogenblik dat ze uitgezonden worden en in hun geheel, de volgende programma's doorgeven :

1° het televisieprogramma van de openbare radio-omroepdienst van de Gemeenschap vermeld in de vergunning alsook, desnoods, de andere programma's van openbare dienst bepaald door de Executieve;

(1) Zitting 1992-1993 :

Stukken van de Raad. — Nr. 73, nr. 1. — Ontwerp van decreet, nr. 2. — Verslag, nrs. 3 tot en met 9. — Amendementen.

Integrale verslagen. — Bespreking. Zittingen van 17 en 18 december 1992. — Aanneming. Zitting van 18 december 1992.

2° de programma's van lokale en communautaire televisies die overeenstemmen met de ontvangzones die het akkoord van de Executieve afgebakend worden;

3° de programma's van de internationale instellingen voor radio-omroepdienst aangeduid door de Executieve raan de openbare radio-omroepdienst van de Gemeenschap deelneemt;

4° het programma van elke private televisie van de Gemeenschap, vermeld in de vergunning alsook, ook, de andere programma's van deze private televisies, die door de Executieve bepaald worden;

5° één of meer televisieprogramma's van de openbare radio-omroepdienst van de Vlaamse Gemeenschap, zover de verdelers die van die Gemeenschap de vergunning hebben verkregen, ertoe gehouden worden één keer televisieprogramma's van de openbare radio-omroepdienst van de Franse Gemeenschap door te geven;

6° één of meer televisieprogramma's van de openbare radio-omroepdienst van de Duitstalige Gemeenschap, zover de verdelers die van die Gemeenschap de vergunning hebben verkregen, ertoe gehouden worden één keer televisieprogramma's van de openbare radio-omroepdienst van de Franse Gemeenschap door te geven;

7° het programma van elke betaaltelevisie-onderneming bedoeld bij artikel 19, vermeld in de vergunning ok, desnoods, de andere programma's van deze ondernemingen, die door de Executieve worden bepaald; »

2. Een paragraaf 1bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« § 1bis. De verdeler mag, mits schriftelijke en voorafgaande vergunning van de Executieve, op het ogenblik ze uitgezonden worden en in hun geheel, de televisieprogramma's doorgeven van de radio-omroepdienst van de Gemeenschap, van de private televisies met communautaire bestemming en van de betaaltelevisie-ondernemingen bedoeld bij artikel 19, waarvan de verdeling niet verplicht wordt ter uitvoering van paragraaf 1. Deze vergunning kan worden ingetrokken. »

3° De volgende paragraaf wordt aan het artikel toegevoegd :

« § 6. De Executieve mag het vragen van een bezoldiging van een televisieverdeler aan een televisieverdeler verbieden of een plafond ervoor bepalen als een bezoldiging gevraagd wordt. »

Art. 3. Voor 1993, wordt artikel 20, § 1, 1°, van het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de « Radio-télévision belge de la Communauté française (RTBF) », zoals gewijzigd bij het decreet van 4 juli 1989 door de volgende bepaling vervangen :

« 1° Het bedrag van de dotatie, dat bestaat uit de basistoelagen bestemd voor de openbare radio-omroepdienst in de administratieve begroting van het corresponderend jaar zoals die aan de gemotiveerde motie van de Raad werd voorgelegd, vermeerderd met het gedeelte betreffende de RTBF, van het bedrag bedoeld bij artikel 7 van het decreet van 21 december 1992 houdende verscheidene maatregelen inzake cultuur, sociale zaken, onderwijs en begroting. »

Art. 4. Artikel 17 van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen wordt als volgt gewijzigd :

1° het 2° wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 2° een overeenkomst voor inschakeling in het arbeidsproces van de gehandicapten; »

2° in lid 2 worden de woorden « leerovereenkomst » vervangen door de woorden « overeenkomst voor inschakeling in het arbeidsproces ».

Art. 5. In artikel 18, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 januari 1969 worden de woorden « leerovereenkomst voor de omscholing van de minder-validen » vervangen door de woorden « overeenkomst voor inschakeling in het arbeidsproces van gehandicapten ».

Art. 6. Artikel 3 van de wet van 27 juni 1956 betreffende het Speciaal Onderstandfonds gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 en door het besluit van de Executieve van 6 november 1989, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 3. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten, komen volledig of gedeeltelijk ten laste van het Speciaal Onderstandfonds :

1° de kosten van onderhoud en behandeling van de behoeftigen die in een ziekenhuis opgenomen worden in een psychiatrische dienst of een dienst voor verpleging in het gezin in toepassing van de bepalingen van de hoofdstukken II en III van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke;

2° de kosten van onderhoud en behandeling van de behoeftigen die opium of cocaïne verbruiken en die toegelaten zijn vanwege dat verbruik voor een speciale behandeling in een ziekenhuis dat te dien einde door de Executieve erkend is;

3° de kosten van onderhoud en behandeling van behoeftigen die lijden aan een kwaal van tuberculose of kankerachtige oorsprong.

§ 2. De Executieve mag de duur van de tenlasteneming door het Speciaal Onderstandfonds beperken, wat betreft de kosten bedoeld in § 1.

§ 3. De Executieve kan de lasten van het Speciaal Fonds uitbreiden tot de kosten van onderhoud en behandeling van andere categorieën van behoeftigen. »

Art. 7. De Executieve is ertoe gemachtigd, in naam en voor rekening van de hierna vermelde instellingen, onderhandelingen aan te vatten over leningen en deze aan te gaan; deze leningen stemmen overeen met het gedeelte van de toelage dat in 1993 aan elke instelling werd toegekend; dat gedeelte wordt als « niet-gestort » in de notificatie vermeld die hen respectievelijk door de Executieve is toegezonden. Voor 1993 bedraagt dit gedeelte, voor het geheel van deze instellingen, 1 707,5 miljoen.

Deze leningen zijn gewaarborgd door de Franse Gemeenschap. De terugbetalingen in kapitaal, intresten en kosten die jaarlijks voortvloeien uit deze leningen vallen ten laste van de begroting van elk van bedoelde instellingen; vanaf 1993, worden de jaarlijkse toelagen aan deze instellingen verhoogd ten belope van een bedrag dat toelaat de kosten die voortvloeien uit deze leningen volledig te dekken.

De bedoelde instellingen van openbaar nut zijn de volgende :

1° « Radio-Télévision belge de la Communauté française » (RTBF);

2° « Commissariat général aux Relations internationales »;

3° « Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des Personnes handicapées »;

4° « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

5° « Agence de Prévention du Sida ».

Art. 8. Het voorafgaand advies van de Ethiekcommissie voor Reclame wordt niet vereist voor de toepassing door de Executieve van artikel 28, § 1, 6°, lid 2, van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen inzake onderwijs*

**Art. 9.** In artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit 456 d.d. 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatische van de internaten van het door de Staat georganiseerd en gesubsidieerd onderwijs wordt « 30 juni 1992 » vervangen door « 30 juni 1994 ».

**Art. 10.** In het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan worden :

1° in artikel 20, § 1, 5e lid, de woorden « 2e en 3e lid » vervangen door « 3e en 4e lid »;

2° in artikel 24, 2e lid, de woorden « 1e lid » vervangen door « 1e lid, 3° »;

**Art. 11.** In afwijking van artikel 32, § 3, van de wet van 29 september 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt het bedrag van de werkingstoelagen per regelmatige leerling voor het schooljaar 1992-1993 vastgesteld op het bedrag toegekend voor het schooljaar 1991-1992, vastgesteld op grond van artikel 20 van het programmadecreet van 26 juni 1992 en verhoogd met 2,16 %.

In afwijking van artikel 52, c en d, van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psychologisch-medisch-sociale centra, wordt het bedrag van de toelagen voor het schooljaar 1992-1993 vastgesteld op het bedrag toegekend voor het schooljaar 1991-1992, vastgesteld op grond van artikel 20 van voormeld programmadecreet en verhoogd met 2,16 %.

De werkingskredieten van de scholen en onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschap, buiten de universiteiten, worden voor 1992-1993 met 2,16 % verhoogd.

**Art. 12.** Vanaf het schooljaar 1993-1994 wordt een inschrijvingsgeld geïnd in de inrichtingen voor kunst- onderwijs met beperkt leerplan, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De Executieve bepaalt dat inschrijvingsgeld :

- tussen 1 000 en 1 500 fr. voor de leerlingen die nog geen 18 jaar zijn bij hun inschrijving;
- tussen 3 000 en 5 000 fr. voor de leerlingen die ten minste 18 jaar zijn bij hun inschrijving.

Ze bepaalt de criteria voor uitzonderingen op de betaling van dat inschrijvingsgeld.

**Art. 13.** Voor het begrotingsjaar 1993 en voor de toepassing van artikel 30, § 1, 1e lid, van de wet van 29 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen is het aantal leerlingen dat ingevolge artikel 27 van die wet in aanmerking komt voor de berekening van de werkingstoelage, gelijk aan dat, bepaald voor de vaststelling van de werkingstoelage voor het begrotingsjaar 1992.

**Art. 14.** De forfaitaire kostprijs per student in de studierichtingen vermeld in de wet van 1971 voormeld, wordt voor 1993 vastgesteld op de forfaitaire kostprijs voor 1992, verhoogd met :

- 4,07 % voor het gedeelte van de forfaitaire kostprijs betreffende het onderwyzend, wetenschappelijk, administratief en technisch personeel;
- 2,16 % voor het gedeelte betreffende de andere werkingskosten.

**Art. 15.** Voor het schooljaar 1993-1994 zijn de bepalingen van artikel 13 van koninklijk besluit 480 d.d. 17 september 1986 houdende rationalisatie- en programmatische plannen voor het hoger onderwijs van het korte type en wijziging van de wetgeving op de organisatie van het hoger onderwijs van het lange type, niet toepasselijk, en evenmin die van artikel 17, § 5, van de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het hoger onderwijs en o.m. van het technisch en agrarisch hoger onderwijs van het lange type, gewijzigd bij artikel 17 van voormeld koninklijk besluit 460.

Voor het schooljaar 1993-1994 kan een afdeling voor hoger onderwijs van het korte type, bedoeld in artikel 14 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs enkel vervangen worden voor afdelingen georganiseerd door de inrichtende macht in 1992-1993, op gunstig advies van de vaste raad voor het hoger onderwijs en na de instemming van de Executieve.

**Art. 16.** De bepalingen van de artikelen 52 en 53 van de wet van 28 april 1953 over de organisatie van het universitaire onderwijs door de Staat zijn toepasselijk op de « Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux ».

**Art. 17.** De universitaire instellingen van de Franse Gemeenschap zijn gemachtigd om bij een openbare kredietinstellingen de voor hun investeringen toegekende en voorgeschoten geïnd te beleggen.

De buitengewone rekenplichtigen van die instellingen mogen op de gelden die te hunner beschikking staan voor investeringen, uitgaven doen ten gunste van onroerende goederen overgedragen aan het eigen vermogen van de instellingen bij toepassing van het decreet van 28 juli 1992, betreffende de goederen van de « Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux » en het beheer ervan, en van het besluit d.d. 17 oktober 1991 van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende overdracht van de eigendom van goederen aan de universiteiten te Luik en Bergen.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende de schoolgebouwen*

**Art. 18.** In 1993 kan, in afwijking van artikel 5, § 4, punt 2, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd niet-universitair onderwijs, de opbrengst van de in 1992 besliste vervreemdingen gestort worden op de ontvangstenbegroting van het begrotingsjaar 1992, bij beslissing van de Executieve.

HOOFDSTUK IV. — *Algemene bepalingen*

**Art. 19.** In afwijking van het decreet van 28 januari 1991 betreffende de vervreemding van de onroerende domeingoederen die eigendom zijn van de Franse Gemeenschap, wordt de Executieve gemachtigd onroerende domeingoederen van alle aard en van onverschillig welke waarde openbaar, uit de hand of bij wijze van ruiling te vervreemden. De Executieve wordt tevens gemachtigd elk onroerend zakelijk recht te vervreemden.

Die afwijkingen zijn enkel van toepassing in 1993 op de vervreemdingen van onroerende domeingoederen waarin voorzien werd voor het budgettaire evenwicht van het jaar 1992, en die op 31 december 1992 nog niet uitgevoerd waren.

**Art. 20.** Artikel 1 van het decreet van 28 januari 1991 houdende bepalingen betreffende sommige personeelsleden overgedragen naar de Franse Gemeenschap wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Dit decreet is van toepassing op het personeel dat overgedragen werd naar de Franse Gemeenschap of dat door haar aangeworven werd, met inbegrip van de personeelsleden van het onderwijs bedoeld in artikel 17 van de Grondwet, ingericht door de Staat, van de Fondsen en de Inspectiediensten, bedoeld bij de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving over het onderwijs. »

**Art. 21.** Dit décret treedt in werking op 1 januari 1993, met uitzondering van artikel 2 dat in werking treedt op de datum die door de Executieve wordt bepaald.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Brussel, 21 december 1992.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
belast met Cultuur en Communicatie,  
B. ANSELME

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,  
E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,  
Mevr. M. DE GALAN

F. 93 — 791

[S-C — 29131]

4 FEVRIER 1993

**Décret modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** L'article 87, alinéa 2, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale est remplacé par les alinéas suivants :

« L'Exécutif fixe les règles des ajustements visés à l'alinéa 1er pour chacun des cours de chacune des sections ou unités de formation organisés dans l'enseignement de promotion sociale de régime 2 ou de régime 1.

Les règles d'ajustement doivent garantir le maintien de la structure des établissements dès qu'un nombre minimum d'élèves régulièrement inscrits au cours considéré est atteint. Ce nombre minimum est fixé chaque année par l'Exécutif.

Ces règles doivent, en outre, tenir compte, notamment, du nombre d'élèves réguliers du cours considéré.

Pour chaque section ou unité de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 ou de régime 1, le rapport maximum entre les périodes générées et les périodes utilisées est fixé à deux. »

**Art. 2.** L'article 107 du même décret est complété comme suit :

« Par dérogation aux articles 88 et 89, pendant les six premières années, en ce compris l'année de leur création, ces établissements ne peuvent ni prêter, ni transférer des périodes à un autre établissement ou à un autre pouvoir organisateur.

Ultérieurement, le nombre maximum de périodes de la catégorie A et le nombre maximum de périodes de la catégorie B, éventuellement mis annuellement à la disposition de ces établissements durant les six années visées à l'alinéa 2, constituent une dotation que seuls ces établissements peuvent utiliser.

En cas de disparition d'un tel établissement ou de fusion avec un autre, la dotation visée à l'alinéa 3 s'éteint. »

**Art. 3. § 1er.** Dans l'article 111 du même décret, le § 3, modifié par le décret du 19 juillet 1991 portant certaines dispositions urgentes en matière d'enseignement, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Sous réserve des dispositions légales et réglementaires déterminant le caractère principal ou accessoire d'une fonction dans l'enseignement, l'expression « fonction principale » dans l'enseignement désigne la ou les fonction(s) à prestations complètes ou incomplètes, telle(s) que définie(s) dans l'un des deux alinéas suivants :

Un membre du personnel est titulaire d'une fonction principale à prestations complètes lorsqu'il effectue, dans un ou plusieurs établissements d'enseignement de plein exercice, d'enseignement secondaire à horaire réduit ou d'enseignement de promotion sociale organisé(s) ou subventionné(s) par la Communauté française, au moins le nombre minimum d'heures requis pour la fonction visée ci-dessus.

Lorsqu'un membre du personnel est titulaire d'une ou de plusieurs fonctions à prestations incomplètes, sa fonction principale est constituée, au maximum, du plus petit nombre entier d'heures nécessaires pour atteindre le traitement qu'il obtiendrait s'il effectuait des prestations complètes dans celle de ses fonctions à prestations incomplètes qui est la mieux rémunérée. »

§ 2. Dans le même article, il est ajouté un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. L'Exécutif de la Communauté française fixe la date et les conditions auxquelles peuvent être nommés ou agréés, là où l'agrément existe, à titre définitif en fonction principale les membres du personnel qui occupent un emploi de directeur, sous-directeur, chef d'atelier, surveillant-éducateur, professeur d'un établissement d'enseignement de promotion sociale.

1. Pour fixer les conditions de nomination ou d'agrément de nomination visées à l'alinéa 1er, l'Exécutif peut déroger, à titre exceptionnel :

1.1. Dans l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française :

— aux articles 1er, 4 et 5 de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 31 mars 1967;

— aux dispositions du chapitre 5 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur;

— aux articles 31, 33, 38, 83, 84, 85, 86, 97, 98, 99, 100 et 113 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ainsi qu'aux arrêtés pris en exécution de celui-ci.

(1) Session 1992-1993

Documents du Conseil. — Nos 71 — n° 1. — Projet de décret, n° 2. — Rapport.  
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 26 janvier 1993.